

Sud Rail
ÉLECTIONS DP/CE/CA/CS 2015

FÉDÉRATION DES SYNDICATS
DE TRAVAILLEURS DU RAIL

Tous ensemble



LE 19
NOVEMBRE,
EN VOTANT

Sud Rail

INVITEZ-VOUS À LA TABLE DES DÉCIDEURS

édito

La présence d'élus du personnel au sein des Conseils d'administration n'a de sens que pour y représenter le point de vue des salariés et les informer. Cette instance peut être un moment de négociation, mais Direction et gouvernement voudraient en faire un moyen d'intégration (d'acheter) des syndicalistes.

Pour SUD-Rail un administrateur est le représentant de celles et ceux qui l'ont élu et pour cela **NOUS REVENDIQUONS LA TRANSPARENCE DE L'INFORMATION ET LE DROIT DE VETO DES ADMINISTRATEURS SALARIÉS** sur les projets présentés lors de ces conseils à l'inverse de ce que veut imposer la direction en mettant en place une clause de « confidentialité générale » !

Lors des derniers mandats, la Direction a fait payer cette attitude aux élus de SUD-Rail en les écartant des informations sensibles et en déposant plainte pour intimider le représentant SUD-Rail lors des enquêtes policières qui ont suivi. Nous nous étions engagés à la parité et à une rotation à mi-mandat et les avons mises en œuvre. Cette démarche syndicale change d'une pratique d'autres organisations où la coupure avec les cheminot-es s'est installée en même temps qu'une professionnalisation du syndicalisme.

SUD-Rail dans le respect de ces valeurs, s'engage à faire de même pour le mandat à venir.



Solidaires

www.sudrail.fr
federation-sudrail@wanadoo.fr

DES CANDIDAT-S QUI REFUSENT L'ÉCLATEMENT DE L'ENTREPRISE

DES ÉLU-ES AVEC ET À L'ÉCOUTE DES SALARIÉ-E-S

UN SYNDICALISME DE LUTTE EN FAVEUR DES SALARIÉ-E-S

Face aux attaques contre le statut, le rôle des fédérations syndicales est de s'y opposer et sans réponse de la direction, de faire en sorte que la négociation nationale ait lieu sous la pression directe des salariés.

UN SYNDICALISME LOYAL AVEC LES SALARIÉ-ES

Réforme des retraites, gestion par activité, casse du Fret et des établissements matériel, mais également sur les questions d'emplois, de salaires et des conditions de travail et de santé, SUD-Rail a tout mis en œuvre pour proposer des actions unitaires, clarifiant les revendications et obligeant gouvernements et directions à négocier en faveur des salariés.

DES ÉLUS AUX CÔTÉS ET À L'ÉCOUTE DES SALARIÉ-ES

- Pour améliorer notre réglementation (RH 0077), notre statut et le renforcer.
- Pour arrêter les suppressions d'emplois.
- Pour vivre et travailler au pays.

- Pour maintenir un véritable service public en matière de santé, de transport, d'éducation... accessible à toute la population.
- Pour revaloriser les salaires, mettre en place de vraies mesures financières, et reprendre l'argent qui nous est volé !
- Pour maintenir et élargir à tous les roulants (ADC et ASCT) le système des bonifications.
- Pour faire annuler les contre réformes de retraite et revenir à un départ à taux plein :
 - ↳ A 50 ans à partir de 15 années de service (par les bonifications) pour tous les roulants (ADC, ASCT), postés, agents du cadre permanent et contractuels, effectuant des travaux pénibles.
 - ↳ A 55 ans à taux plein à partir de 20 années de service pour tous les autres agents et les contractuels.
- Pour des comités d'établissement au service de toutes et tous.
- Pour créer une fiscalité environnementale en faveur de l'emploi, et en finir avec celle qui aujourd'hui favorise les plus riches.
- Pour améliorer les conditions de travail et ne pas mourir au travail !

- Pour s'opposer au management agressif,
- Pour revaloriser l'ensemble des primes de travail,
- Pour la mise en place d'accords qui ne reviennent pas sur nos acquis, mais apportent de nouvelles garanties !

RÉFORME DU SYSTÈME FERROVIAIRE, UN PAS DE PLUS VERS LA PRIVATISATION

Dès le départ la fédération SUD-Rail prévient que le projet de réforme ferroviaire ne pourra pas se décider sans les cheminot-es et leurs organisations syndicales. Face à l'autisme de la direction SUD-Rail, la CGT et l'UNSA déposent des DCI (demande de concertation immédiate) préalable à tout dépôt de préavis, pour refuser un projet qui ne règle en rien le problème de l'endettement et ne s'inscrit pas dans le sens annoncé médiatiquement d'une réunification des deux entreprises, SNCF et RFF séparées en 1997. Face au refus de négocier SUD-Rail et la CGT déposeront un préavis de grève reconductible sur des bases claires, transparentes qui seront reprises dans les assemblées générales :

- la réintégration du système ferroviaire dans un seul EPIC,
- l'arrêt du processus de filialisation/privatisation mené par la direction SNCF avec ses restructurations compulsives,
- la non remise en cause et l'amélioration de la réglementation du travail SNCF,
- la reprise de la dette publique du système ferroviaire par l'Etat.

Au quatrième jour de grève, le numéro un de la CGT Thierry Lepaon en appelle à François Hollande pour trouver « une sortie de crise ce week end ». Son homologue de la CFDT, Laurent Berger, estime qu'il faut arrêter le mouvement. Le gouvernement et la direction en profiteront pour organiser une table ronde que SUD-Rail quittera car elle n'apporte aucune garantie quant au maintien de l'unicité de la SNCF et au contraire confirme son éclatement en 3 entreprises. Au final le gouvernement exclura les revendications des cheminot-es et tout report du débat parlementaire en s'appuyant sur l'UNSA et la CFDT pour valider l'éclatement de l'entreprise.

C. A. RÉSEAU

- | | | | |
|--|--|--|--|
| 1. Jean-René DELÉPINE
CENTRAUX
JURISTE | | 2. Agnès RICCO
CENTRAUX
SYSTÈMES INFORMATIQUES | |
| 3. Fabrice LIEGEOIS
LILLE
EQUIPEMENT | | 4. Amel AROUA
PACA
SFERIS | |
| 5. Mathieu BORIE
PARIS EST
TRANSPORT | | 6. Estelle CHOSSELER
PARIS NORD
TRANSPORT | |
| 7. Jocelyn VAILLANT
NANTES
EQUIPEMENT | | 8. Mariène DERRIEN
ROUEN
INGENIERIE | |
| 9. Pascal PIGNAL
CHAMBÉRY
EQUIPEMENT | | 10. olivia PERRON
LILLE
EQUIPEMENT | |
| 11. Patrick THÉBAULT
PSL
EQUIPEMENT | | 12. Nathalie PRADELLE
CENTRAUX
HORAIRISTE | |

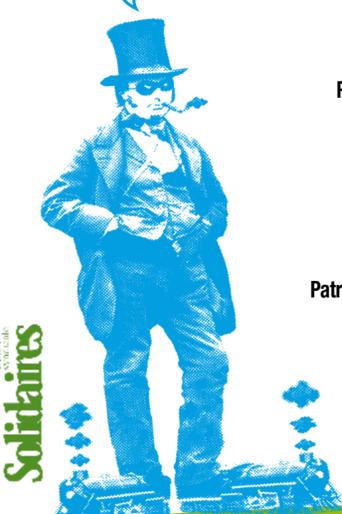
CONSEIL DE SURVEILLANCE

- | | | | |
|--|--|--|--|
| 1. Sébastien GILLET
LYON
INFRA | | 2. Stéphanie LIPAUX
METZ-NANCY
COMMERCIAL TRAINS | |
| 3. Julien TROCCAZ
CHAMBÉRY
TRANSPORT MOUVEMENT | | 4. Caroline DANIEL
STRASBOURG
AGENCE FAMILLE | |
| 5. Frédéric MICHEL
PACA
COMMERCIAL | | 6. Isabelle PEYNOT
TOURS
GARES ET CONNEXIONS | |
| 7. Fabien VILLEDIEU
PSE
AGENT DE CONDUITE | | 8. Séverinne MASSON
NORMANDIE
ADMINISTRATIF | |
| 9. David CONCA
PACA
SFERIS | | 10. Catherine BOUCHON
CHAMBÉRY
MÉDICAUX SOCIAUX | |
| 11. Henry GILLARD
PARIS EST
EQUIPEMENT | | 12. Aurélie GIRARDOT
CENTRAUX
DIRECTION DES ACHATS | |

C. A. MOBILITÉ

- | | | | |
|---|--|---|--|
| 1. Nathalie BONNET
PSE
COMMERCIAL | | 2. Éric SANTINELLI
PACA
COMMERCIAL TRAINS | |
| 3. Élodie PEUTEVYNCK
TRANSPOLE
TRANSPORTS URBAINS | | 4. Éric MEYER
LYON
AGENT DE CONDUITE | |
| 5. Sandy CONIN
MONTPELLIER
COMMERCIAL TRAINS | | 6. Yacine CHAOU
MARSEILLE
ITIREMIA | |
| 7. Brigitte CHAMBAGNE
NANTES
COMMERCIAL | | 8. Arnel DUGUET
CLERMONT
MATÉRIEL | |
| 9. Karine GONZALES
PRG
COMMERCIAL | | | |

DES ÉLUS SYNDICAUX... QUI DÉFENDENT LES SALARIÉS...



... ON AURA TOUT VU!



DES TROIS RÉFORMES INJUSTES !

Après la réforme des retraites, la réforme du marché du travail avec l'accord national interprofessionnel (ANI) et maintenant la réforme ferroviaire ce sont trois réformes qui ouvrent la voie aux exigences patronales pour baisser les salaires, licencier plus facilement, nous obliger à travailler plus longtemps et plus durement, et privatiser la SNCF.

Ces réformes, soutenues par la CFDT et l'UNSA, entérinent que les salariés sont des coûts et ouvrent la voie aux patrons pour supprimer des acquis sociaux, baisser les salaires et licencier plus facilement !

→ Avec la réforme des retraites, le système par répartition est remis en cause, les salariés devant travailler plus longtemps et partir avec une retraite incomplète !

→ Avec la réforme du travail, le patronat et le gouvernement n'hésitent pas, eux, à s'attaquer aux revenus du travail, à licencier y compris les fonctionnaires plus facilement, à diminuer les salaires.

→ Avec la réforme du système ferroviaire c'est un pas de plus vers la privatisation, vers la destruction du service public ferroviaire. Là aussi la question de la dette a été écartée afin de programmer demain sous le prétexte de cette dette : des suppressions de trains, de lignes, d'effectifs, un gel des salaires contre toujours plus de souffrance pour les cheminot-es et toujours moins d'égalité d'accès au transport par train pour les usagers.

VOUS AVEZ LE CHOIX DE LES LAISSER FAIRE OU DE VOUS RÉVOLTER.

CHANGER LA DONNE C'EST POSSIBLE, UNE SEULE VICTOIRE D'AMPLEUR Y SUFFIRAIT.

EN VOTANT SUD-RAIL PRÉPARONS CETTE RIPOSTE POUR IMPOSER UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES ET UNE AUTRE ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ.

NOUS AUSSI ON A DES IDÉES LUMINEUSES

« iD »
UNITÉ

UN GRAND SERVICE PUBLIC DU TRANSPORT FERROVIAIRE POUR L'ÉCOLOGIE ET L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

ET POURQUOI PAS LE DROIT DE VOTE POUR LES FEMMES ?



SORTONS DES IDÉES REÇUES SUR LE SYNDICALISME

« iD »
Sud

SOYONS SOLIDAIRES, UNITAIRES ET DÉMOCRATIQUES ET UNE ALTERNATIVE SERA POSSIBLE !

SUD-Rail revendique la transparence des informations pour les salariés dans les conseils d'administration et l'instauration d'un droit de véto des représentants des salariés à la table des décideurs ! Parce que les richesses, ce sont les salariés qui les créent !

